

Bujumbura envisage de faire appel à l'aide alimentaire internationale

Arrib News, 30/04/2012 – Source APALe Burundi pourrait faire appel dans un proche avenir à l'aide alimentaire internationale, a annoncé la ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Odette Kayitesi, qui a reconnu dans une conférence de presse, tenue lundi dernier, que la production nationale a fortement baissé jusqu'à 30% dans certaines régions du pays, suite aux changements climatiques qui frappent la Corne de l'Afrique dont le Burundi. L'agriculture burundaise est très fragile, car elle n'est pas mécanisée pour pouvoir faire de l'irrigation en cas de sécheresse, a-t-elle souligné. Elle a appelé les agriculteurs à s'adapter aux changements en cultivant des plantes qui supportent la sécheresse. Elle a mis en garde la population contre certaines pratiques qui ruinent la production des ménages, notamment l'ivresse qui fait que certains chefs de ménages vendent toute la production pour acheter de la bière. Aussi, a-t-elle dit, la pratique de vente des récoltes sur pied, c'est-à-dire vendre un champ non encore prêt à la récolte, est décourageante, car pas mal de ménages. Les Burundais ou les ressortissants des pays voisins qui profitent de la pauvreté de la population pour lui acheter des champs non encore prêts pour la récolte, devraient être sérieusement combattus, selon la ministre de l'Agriculture et de l'Élevage. Selon elle, les Burundais ne doivent pas attendre grand-chose de l'aide extérieure, ils doivent travailler beaucoup et éviter la paresse et la mendicité. La ministre n'a pas hésité à fustiger le comportement de certains jeunes hommes qu'elle qualifie de "paresseux" du fait qu'ils passent des journées à ne rien faire ou à s'adonner à la mendicité. La question des engrais chimiques a été également abordée par la ministre qui trouve les sols pauvres à cause d'une sollicitation continue, suite à la pression démographique. Les besoins en engrais chimiques sont de l'ordre de 80.000 tonnes par an, alors que le budget ne permet que l'importation de 8000 tonnes seulement, soit un agriculteur burundais ne reçoit que 3 kilos d'engrais par hectare. Tout en prônant la fumure organique, la ministre a indiqué qu'elle compte toucher les partenaires du Burundi pour voir comment ils pourraient aider les agriculteurs à avoir des engrais chimiques qui seraient utilisés pour compléter la fumure organique qui peut être obtenue par chaque ménage.